

Le cas de la Tanzanie⁽¹⁾

J. H. Macda et I. Kaduma *

Depuis son indépendance, la Tanzanie a fait de la liberté, de l'égalité et de la justice les pierres d'angle de son développement. Ces principes n'ont toutefois été définis et mis en œuvre qu'à partir de 1967, l'année où fut promulguée la Déclaration d'Arusha. Auparavant, La Tanzanie avait été victime des mêmes illusions que beaucoup d'autres pays, elle avait cru qu'il était possible de concilier une croissance largement dépendante du secteur privé avec les progrès de l'égalité et des transformations de structure. La Déclaration d'Arusha dissipa toute équivoque : « Ce n'est pas l'argent, fut-il proclamé, c'est le peuple qui est à la source du développement. L'argent, les richesses qu'il représente, sont la conséquence et non le fondement du développement. Les quatre conditions du développement sont : le peuple, la terre, une juste politique et un bon gouvernement. »

De fait, peuplée de 14 millions d'habitants, bénéficiant de grandes étendues de terres arables et d'un important potentiel de ressources, la Tanzanie devrait pouvoir compter largement sur ses propres forces. On n'en saurait conclure qu'elle veuille vivre en autarcie. Tout au contraire, elle a fois en la solidarité et la coopération des nations. Mais sa conviction est que celle-ci implique une égalité entre partenaires, un échange mutuel de services et la liberté pour chacun de forger son propre destin.

Le village : cadre privilégié du développement

L'immense majorité de la population tanzanienne vit dans les zones rurales. Aussi bien le socialisme, les chances de mobiliser les forces collectives dépendent-ils essentiellement de la paysannerie, de son aptitude à comprendre, à accepter et à mettre en pratique les décisions politiques qui engagent le sort de la société. En ce sens, des institutions efficaces, au plan local se sont avérées indispensables. Dès 1967, le Président Nyerere traça les grandes lignes des réformes de structures à introduire dans les campagnes, pour amorcer la transition permettant d'atteindre les objectifs définis par la Déclaration d'Arusha. Dans « Socialisme et développement rural », il invitait les paysans à se regrouper et à s'organiser en communautés politiques et économiques, capables de résoudre leurs problèmes. Ces nouveaux villages, dénommés Ujamaa (1), doivent permettre de passer d'un mode de production fondé sur la petite propriété et la

dispersion des paysans à une production communale et planifiée.

Les villages Ujamaa sont idéalement des collectivités socialistes créés par des paysans qui ont librement décidé de s'associer et de mettre toutes leur énergies au service d'objectifs d'intérêt commun. Ces villages sont auto-gérés. Dans certains cas, les paysans constituent ces villages dans des communautés traditionnelles; mais plus significatif est le regroupement de familles éparpillées ou l'occupation de terres jusqu'alors inexploitées.

Leurs habitants prennent en charge certaines des tâches économiques, et organisent la production. Les villages Ujamaa sont gérés par leurs habitants, qui ont à décider de toutes les questions qui sont du ressort du village. Ils doivent assurer la gestion des exploitations agricoles, des moyens de production et d'un certain nombre d'établissements et d'entreprises qu'ils possèdent en commun : magasins, moulins, écoles maternelles et primaires, dispensaires, centres culturels etc. L'importance d'un village Ujamaa varie considérablement en fonction de la superficie des terres exploitées et de la population. En fait, il y a des villages Ujamaa avec 50 personnes et d'autre avec 4 000, alors qu'ils seraient souhaitable qu'il y ait des villages entre 500 et 2 500 habitants. Nul modèle d'organisation n'est imposé : on a voulu que chaque village s'aménage en fonction de son environnement, et que les paysans se sentent incités à une planification locale créatrice.

Toutefois, on retrouve ici et là les mêmes traits, la même orientation politique et des structures analogues. A les examiner, en tenant compte des instructions gouvernementales (lesquelles ont, d'ailleurs, été établies à partir des expériences acquises qui ont servi de cadre à la constitution des villages récemment créés) il est possible d'en dégager les objectifs majeurs : Éveiller chez les paysans une prise de conscience idéologique, faire en sorte qu'ils s'opposent à toute forme d'exploitation et désirent travailler dans un esprit communautaire au bénéfice de la collectivité entière;

Offrir à chaque membre du village des possibilités d'emploi pour qu'il puisse jouir d'un revenu convenable;

Multiplier les entreprises socialistes : exploitations agricoles collectives, magasins, industries, commerces et services divers;

Favoriser l'échange de tous les produits du village, y compris ceux en provenance des petits lots privés;

Acheter ou construire des immeubles, des bureaux, des machines et les équipements nécessaires au développement du village;

Coopérer avec d'autres villages Ujamaa ou avec des établissements publics autonomes de caractère commercial, dans les limites de l'intérêt général;

Mettre à la disposition des enfants et des adultes une éducation adéquate, fournir des soins médicaux, de l'eau potable, un meilleur habitat et, à la faveur de tous les services nécessaires, créer les conditions d'un niveau de vie décent, et d'un libre épanouissement de la personnalité;

Faire apparaître aux Tanzaniens qui ne sont pas membres des villages tous les avantages que présente le style de vie ujamaa.

Gestion des villages

L'Assemblée générale, composée de tous les membres du village a la pleine responsabilité des affaires locales. Elle se réunit normalement quatre fois par an. La majorité des deux-tiers est requise pour modifier la constitution ou prononcer l'exclusion d'un ou plusieurs membres. En revanche, c'est à la majorité simple que sont prises toutes les autres décisions, y compris celles qui concernent les plans et les budgets annuels. La gestion courante est assurée par le comité exécutif du village élu par l'Assemblée. Ce comité doit se réunir une fois par mois; le village peut en outre créer des comités spécialisés, consultatifs ou exécutifs.

Résultats escomptés

L'application du programme des villages Ujamaa devrait avoir d'heureux résultats, à court et à long terme. Il doit permettre : de créer des communautés autonomes, qui comptent sur leurs propres forces, conformément aux principes de la déclaration d'Arusha. La « self-reliance » ne peut triompher au niveau national que si elle devient une réalité dans les communautés locales. Il permettra aussi d'éliminer l'exploitation, de réduire les inégalités économiques, sociales et politiques, et d'accroître la productivité grâce à une meilleure utilisation de la main d'œuvre rurale, la coopération, la spécialisation des fonctions, la discipline communau-

(*) Ce texte a été établi sur la base d'une étude préparée par le projet Dag Hammarskjöld et publié dans un numéro spécial de la revue « Développement/Dialogue » - Juillet 1975 - Uppsala (Suède).

(1) Le mot *Ujamaa* est un terme swahili dont la signification littérale est « sens de la famille ». Ce terme est désormais utilisé pour décrire la voie tanzanienne au socialisme.

taire. Seront réalisées des économies dans de nombreux domaines : circuit commercial, prestations de services sociaux (écoles, protection sanitaire etc), secteurs de production qui impliquent une mécanisation. On favorisera les innovations techniques, à la faveur d'une capacité de production accrue et d'une meilleure formation des agriculteurs; ceci permettra, d'élever le niveau socio-économique des agriculteurs, et donc de rapprocher leurs conditions de vie de celles des citadins; mais aussi, de faciliter la planification nationale, en permettant de définir des objectifs d'ensemble et de tirer parti de la décentralisation.

On amènera enfin la population à prendre conscience de la nécessité d'assurer son propre développement et de défendre son pays.

Entre 1968 et 1973 la formation de villages Ujamaa a été plus rapide que ne l'attendaient la parti et les pouvoirs publics. L'expérience a également montré que si l'on pouvait accroître rapidement les services sociaux dans les villages, en particulier en ce qui concerne l'éducation des adultes (3,5 millions d'inscriptions environ pour 1974-75), il était presque impossible de satisfaire aux besoins d'une population dispersée. C'est pourquoi en 1973 le Congrès du TANU s'est proposé d'effectuer en l'espace de trois ans le regroupement total de la population au sein de villages. Ainsi, depuis 1973, une campagne est lancée au niveau national pour encourager les paysans à aller vivre soit dans des villages Ujamaa (s'ils le souhaitent), soit dans des villages ordinaires pour ceux qui ne sont pas prêts au style de vie ujamaa. Aujourd'hui, les regroupements sont devenus obligatoires mais l'adhésion à un village Ujamaa demeure et demeurera vraisemblablement volontaire. L'on espère que les villages ordinaires bénéficieront de certains des avantages des villages Ujamaa.

En juin 1974, 2,6 millions paysans (sur un total de 10 millions environs) résidaient dans plus de 5 000 villages Ujamaa. Après la campagne de 1974, l'on évaluait à 80 % la proportion de la population rurale résidant dans des villages : 1,5 millions environ dans les anciens villages non Ujamaa, 3 à 3,5 millions dans les villages Ujamaa, et entre 2,5 et 3,5 millions dans les nouveaux villages ordinaires. L'aide des pouvoirs publics, bien que complémentaire, n'a pas été négligeable. En 1974-75, les dépenses consacrées aux villages, notamment pour l'éducation, la protection sanitaire, l'habitat, le développement des exploitations agricoles, les inputs agricoles et les transports dépasseront 500 millions de Sh. (soit 4 % du PIB).

Regroupement des paysans et coopération internationale

Du point de vue de la coopération internationale, trois points méritent d'être soulignés :

- il est prévu que le village constituera la base économique de la planification rurale. Les villages auto-gérés sont appelés à donner leur avis sur les ressources extérieures dont ils devraient bénéficier et les conditions de leur utilisation.

- le village décide et établit lui-même les projets de modeste échelle qui répondent aux initiatives locales et sont réalisables sur place;

- bien que les communautés villageoises aient besoin d'une aide technique et matérielle au moins dans une première phase, le rôle le plus important des villages est celui de l'autolibération, psychologique aussi bien que matérielle. C'est pourquoi les formes d'assistance qui sont idéologiquement contraires à la participation et au socialisme sont inefficaces pour le village et par conséquent inacceptables.

La communauté internationale devra prendre acte des efforts accomplis pour instaurer un système socialiste, décentralisé, impliquant une participation active de la population aux décisions et, en conséquence, elle s'abstiendra d'utiliser « l'assistance » pour en dénaturer l'esprit.

Premier bilan

Dès maintenant, il est possible de mesurer le progrès accompli.

Des établissements humains, jusqu'alors caractérisés par une grande dispersion des foyers et des hameaux sont maintenant mieux articulés.

Les services locaux en matière de soins sanitaires de base, d'éducation des adultes, d'enseignement primaire et de communication ont été très sensiblement améliorés; L'accès aux connaissances directement applicable à la production et aux inputs a été quelque peu amélioré mais l'insuffisance des ressources locales et nationales et la difficulté pour les paysans de faire appel aux conseils des spécialistes, sont encore un frein.

La production des denrées alimentaires n'a pas très sensiblement augmentée, en raison de conditions climatiques défavorables et aussi des problèmes que pose la réinstallation des paysans. Mais l'approvisionnement a été mieux assuré grâce au nouvel aménagement du territoire. Ainsi a-t-on pu faire face plus efficacement à la pénurie provoquée par la sécheresse depuis 1973. Des erreurs ont été enregistrées tant au niveau national qu'au niveau régional ou local du fait des déficiences techniques de la planification et de la substitution de l'exhortation et de la coercition à l'éducation et à la participation mais, fait plus significatif, ces erreurs ont en général été identifiées et corrigées rapidement, par exemple, en octobre 1974, le Comité central du TANU, sensible aux justes critiques des paysans, a su tirer les leçons de ces erreurs.

Les collectivités locales ont fait preuve d'initiative pour installer une infrastructure efficace et promouvoir de nouvelles activités économiques : on a créé des magasins, de petits ateliers, organisé la collecte des produits laitiers et surtout développé de nouvelles cultures. Mais cela est moins vrai en ce qui concerne les cultures alimentaires et les cultures commerciales traditionnelles, qui demeurent cultivées sur des lopins individuels. L'égalité, dans la distribution des terres a progressé. De fait, quoique les exploitations privées ne soient pas de la même importance, les différences ne sont pas considérables si on les compare à celles enregistrées dans les enclaves rurales de villages non Ujamaa.

Le pouvoir des notables locaux s'est affaibli, tandis que la participation des paysans progressait. Les villages ont souvent été en mesure d'exercer une bien plus grande influence sur les structures gouver-

nementales décentralisées après 1972 que les paysans ne pouvaient le faire à l'égard des unions de coopératives dominées par les notables ou des représentants du gouvernement central durant la période qui a précédé l'établissement des villages Ujamaa.

Quoique les paysans n'aient pas encore suffisamment pris en main la gestion de leurs affaires, le climat social a déjà changé : ils sont moins réticents dans leurs rapports avec les fonctionnaires du parti et du gouvernement et, sur place, les clientèles sont en déclin.

Sur le plan idéologique les paysans ont également progressé; ils se rendent notamment beaucoup mieux compte que les besoins élémentaires peuvent être satisfaits et qu'ils doivent faire pression sur les représentants du parti et du gouvernement et sur les institutions pour consolider les résultats obtenus à ce jour, et les développer. L'éducation des adultes et l'amélioration des communications ont conduit à une prise de conscience individuelle et communautaire plus ouverte et plus profonde dans un nombre important de villages, bien que la question reste posée de savoir jusqu'où va le degré actuel de conscience.

Cependant, il est encore trop tôt pour porter un jugement d'ensemble sur l'expérience. Les situations sont diverses. Dans quelques cas, l'échec est manifeste : les abus d'autorité, les coalitions occultes d'intérêts, le vieux système de la clientèle se perpétuent. La Tanzanie est dans une phase de transition, il convient de le répéter; tout ne peut être changé en un jour. Comme la Chine, elle considère que le développement des communautés rurales et d'une société socialiste se fait petit à petit, qu'il implique une évolution des attitudes et des comportements, et en conséquence qu'il faut hiérarchiser les priorités.

Ce serait donc s'écarter de la réalité que de vouloir faire plus que de formuler un premier bilan. Le caractère participatif de la transition interdit que l'on fixe des modèles pour l'an 2000, mais demande que la séquence des programmes se déroule dans le cadre stratégique établi.

Le bilan des années 67-75 témoigne d'un grand changement en direction d'un nouveau modèle de développement. Satisfaire les besoins fondamentaux des hommes - qu'il s'agisse de la nourriture, l'eau, l'habitat ou de l'éducation - l'utilisation des surplus pour la fourniture accélérée des besoins de première nécessité : tous ces objectifs ont commandé la stratégie économique. Le principe qu'il faut compter sur ses propres forces gouverne la politique aux niveaux local, régional et national. L'inégalité des revenus et de l'accès aux services essentiels a beaucoup diminué grâce à la redistribution et à un accroissement de la production. La participation et la décentralisation ont permis aux pays de s'écarter des conditions originelles coloniales, autoritaires et bureaucratiques.

Ainsi que l'a dit Mwalimu Nyerere « les erreurs ne sont que des erreurs » et la faculté de reconnaître ses erreurs, de les corriger et d'en tirer un enseignement est l'une des caractéristiques essentielles d'un autre développement.

J.H.M. et I.K.